

# MANUEL HASSASSIAN

Ambassadeur de Palestine à Londres

**Jim Hoagland, Rédacteur en chef adjoint et éditorialiste, *Washington Post***

Merci beaucoup, M. Peretz. Je crois réellement à la main tendue de la part d'Israël. Notre frappeur est quelqu'un qui maîtrise parfaitement le vocabulaire du baseball et nous comptons désormais sur lui pour donner un sens à tout ce qui s'est passé précédemment. Il s'agit de l'Ambassadeur de la délégation palestinienne au Royaume-Uni et c'est quelqu'un qui a passé un certain temps dans mon propre pays à enseigner en qualité de professeur d'université. J'aimerais vous présenter Manuel Hassassian.

**Manuel HASSASSIAN, Ambassadeur de l'Autorité palestinienne au Royaume-Uni**

Pour faire une introduction appropriée, je pense que M. Peretz a omis de mentionner que le docteur Tibi est le vice-président du parlement israélien, la Knesset. Chers invités, Mesdames et Messieurs, si M. Peretz et M. Sheehar étaient au gouvernement aujourd'hui, je vous garantis que nous aurons des négociations de paix dans trois mois. Le conflit israélo-palestinien est un conflit de longue durée entre deux communautés épistémiques entraîné par deux facteurs phares depuis les dix dernières décennies, la crainte et la méfiance mutuelles qui incarnent à leur tour les barrières psychologiques entre deux sociétés traumatisées.

Le piège majeur de tous les processus de paix qui ont lamentablement échoué à ce jour à répondre aux inquiétudes et aux besoins des populations est que les hommes politiques ont manœuvré pour le rétablissement de la paix et ont écarté le processus de consolidation de la paix. L'aliénation de nos sociétés civiles qui avaient commencé à tisser des liens a culminé dans l'enracinement de la haine, le sectarisme et la diabolisation de l'autre. La radicalisation de tels états d'esprit a exacerbé la violence compulsive et a inculqué la culture de l'impunité.

Le manque de consolidation de la paix grâce à une éducation de culture de la paix a ouvert la voie au conflit gagnant-perdant et donc à la négation de l'autre. Il est malheureux qu'aujourd'hui la politique soit imposée par les éléments extrêmes alors que les modérés et le courant principal sont marginalisés et rendus inopérants. Le processus de paix tout entier a donc été confiné dans des paramètres de gestion de crise au lieu de gestion de conflit qui aboutirait à une situation gagnant-gagnant. Par conséquent, nous sommes coincés entre l'historiquement inévitable et le politiquement impossible. Nous passons du bond en avant à la rupture. L'échec des liens entre notre société civile et nos peuples a élargi le gouffre de l'inégalité et a exacerbé les solutions xénophobes.

Chers invités, Mesdames et Messieurs, il n'y aura jamais de solution militaire à ce conflit et en dépit de la puissance militaire et de la politique de la force des Israéliens, la sécurité des individus continuera d'être une obsession majeure, au point d'atteindre la paranoïa. La négociation et le dialogue sont donc l'issue naturelle d'un tel conflit, parrainés par une tierce partie honnête. La sympathie morale et un vocabulaire de paix ne sont pas les recettes de la solution. Nous avons besoin d'un plan d'action avec un calendrier imposé par un tiers, avec des mécanismes de contrôle et de vérification adéquats ou alors les processus iront et viendront, tout comme les conférences de ce type, et ils n'aboutiront à rien d'autre qu'à un approfondissement de la fracture et une radicalisation des attitudes. Il est regrettable que le processus de paix ait été une mascarade totale ; depuis les 18 dernières années, les négociations ont émané d'un diktat de la politique de la force. Sans équité et réciprocité mutuelle, le processus continuera de créer de nouveaux obstacles à l'acceptation de l'autre en qualité de partenaire égal dans le conflit. Des espoirs récents portant sur la reprise des pourparlers directs ont été anéantis par l'intensification des activités de colonisation par le gouvernement actuel d'Israël. Par conséquent, le rêve d'un Etat palestinien est systématiquement avorté, nous

laissant face à des choix difficiles. Ces choix complexes imprégneront les nouvelles réalités politiques qui résulteront en des réactions drastiques qui pourraient détériorer encore plus la question de la sécurité et de la stabilité.

Un Etat palestinien est une obligation pour les Palestiniens et il est crucial pour la sécurité d'Israël, des Etats-Unis et des intérêts géostratégiques mondiaux à une échelle plus large. Il est de notoriété publique que le nœud du conflit du Moyen-Orient est la non résolution du conflit israélo-palestinien et, de ce fait, les conflits régionaux sont l'issue naturelle d'un conflit si profondément ancré. La paix et la sécurité sont des exigences tant internationales que régionales et des exigences, sans aucun doute, indispensables aux Palestiniens et aux Israéliens.

Les politiques systémiques et les confiscations de terres, l'établissement de colonies, la construction de murs de séparation, les incursions militaires et les points de contrôle ne sont pas des mesures pour des solutions et un dialogue sains, sans parler des courses poursuites et des meurtres aveugles tout comme le contrôle total des réservoirs aquifères et les violations des droits de l'Homme fondamentaux. Tout cela ne créera jamais une ambiance d'acceptation et de respect mutuels. De plus, l'exclusivité d'un Etat juif ajoute une autre dimension critique à ce conflit, ouvrant la voie au déni des Arabes et autres minorités et à un mépris total du droit au retour des réfugiés palestiniens, droit considéré comme la pierre angulaire de tout futur accord de paix.

Il est primordial d'observer qu'Israël devient un pays de fondamentalisme religieux qui rejette délibérément les races non juives et, en se définissant comme un Etat juif, il se transforme en une enclave hostile et isolée au sein du Moyen-Orient. Nous, Palestiniens, ne sommes pas les enfants d'un Dieu inférieur. Nous avons droit à l'autodétermination, et donc à notre Etat, qui ne représente que 22 % de la Palestine historique. Nous savons ce que nous voulons et nos frontières sont définies, ce sont celles du 4 juin 1967.. Nous demandons aujourd'hui aux Israéliens de dessiner leurs frontières ? Des questions comme la sécurité ne peuvent être résolues avec une attitude d'hégémonie perpétuelle et une indifférence à nos besoins.

Mesdames et Messieurs, la justice précède la paix et la sécurité et elles s'incluent mutuellement. Il est évident aujourd'hui qu'Israël dispose du véritable pouvoir mais nous avons le pouvoir de résistance et la puissance militaire et nucléaire d'Israël n'égalera jamais notre pouvoir démographique. Par conséquent, une séparation totale devra être un choix stratégique pour Israël, sans quoi il sera en fin de compte considéré comme un Etat paria et isolé. Israël devra reconnaître un fait simple, le pays ne peut continuer son occupation tout en cherchant la paix et ne peut écarter l'Initiative de paix arabe, la seule soupape de sécurité pour son existence et son acceptation dans la région du Moyen-Orient.

Nous, Palestiniens, sommes les seuls garants d'une existence légitime de l'Etat d'Israël. La paix ne prévaudra jamais tant qu'Israël n'abandonnera pas les Territoires occupés. Si le pays ne fait pas face à sa réalité, l'effondrement inévitable d'Israël de l'intérieur et de l'extérieur n'est qu'une question de temps.

Il s'agit de la dernière fenêtre de tir pour que cela se produise, mais vouloir le beurre et l'argent du beurre n'apportera jamais la paix et la sécurité et Israël continuera d'exister en tant qu'Etat transitoire.

Je pense que la recette d'un accord de paix est connue de toutes les parties mais il nous manque la volonté politique pour le faire aboutir parce que les conséquences en sont claires pour tous.

La violence n'engendrera que la violence et ce n'est définitivement pas la panacée que nous recherchons pour mettre un terme à ce conflit.